

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

journées royalistes

un débat national

**pour la
lucidité**

**par bertrand renouvin
(page 3)**

**vœux
militants**

pour 1975

entreprise et crise économique

● Le chômage fait passer la réforme de l'entreprise au second plan mais invite les travailleurs à contester leur condition de simples salariés.

Vers la mi-janvier, le groupe de travail animé par M. Sudreau déposera ses premières conclusions et ses propositions pour la réforme de l'entreprise. Epoque peu propice pour une telle préoccupation ! La **dégradation du marché de l'emploi** — sensible tant au niveau de l'offre en régression brutale qu'à celui des demandes en constante progression — devrait reléguer au second plan la réforme de l'entreprise.

DE LA CRISE DE L'EMPLOI...

Depuis la rentrée, la situation a été caractérisée par un **fléchissement brutal de l'activité économique** : tassement des commandes nouvelles enregistrées, gonflement des stocks de produits finis témoignent des difficultés rencontrées par l'économie française dans une conjoncture internationale défavorable et sous l'emprise d'un plan de lutte contre l'inflation ignorant de la diversité des problèmes propres à chaque secteur, à chaque entreprise. Alors on réduit les horaires, on profite des fêtes de fin d'année pour mettre en **chômage partiel** quelque cinq cent mille travailleurs, enfin on prépare des programmes de licenciement. Le problème de l'emploi devient la **préoccupation majeure** du plus grand nombre. Les conditions de travail, l'aspiration à une certaine responsabilité ? Revendications de pure forme si le chômage menace.

Et pourtant face à la crise, confrontés aux problèmes de leur propre entreprise, certains salariés ne négligent pas d'en chercher les causes profondes. La crise pétrolière, les désordres monétaires internationaux, les restrictions de crédit, tout cela met en péril des entreprises par ailleurs vacillantes. Mais la mauvaise gestion, le goût immodéré pour les investissements somptuaires, les « frais généraux » contestables entrent également pour une bonne part dans les difficultés que connaissent aujourd'hui nombre d'entreprises.

... A CERTAINES REMISES EN CAUSE

« Licencier c'est normal », dit-on quand il s'agit des salariés. Mais les patrons ? Il fallait y songer. **Mettre à la porte le P.-D.G. en raison de son « incapacité »**, voilà qui est peu banal ! C'est la récente décision prise par les ouvriers de l'entreprise Piron. Les rumeurs de licenciement sont pour beaucoup dans cette action d'un caractère surprenant. Avoir un droit de regard sur une gestion dont les conséquences peuvent se révéler désastreuses pour l'entreprise et ses salariés, telle est la volonté d'un comité de lutte qui regroupe derrière lui la totalité des ouvriers.

En somme on veut « **refaire Lip** » mais avant que toute chance de réussite ait disparu.

Phénomène très localisé ? sans conséquences ? Peut-être si l'on considère les difficultés réelles de l'entreprise. Action préparée de l'extérieur par quelques « politiciens » parisiens ? Le rôle joué par la fédération régionale C.F.D.T. fait penser à une opération bien montée et dont le but inavoué pourrait être étranger à l'intérêt bien compris des travailleurs, c'est-à-dire simplement l'avenir de l'entreprise.

Cette action en cours révèle pourtant que la crise économique **pourrait parfaitement déboucher sur une remise en cause fondamentale**

du pouvoir dans l'entreprise. Préoccupation de l'emploi et réforme de l'entreprise se rejoignent. Le jour où des travailleurs s'attachent autant à découvrir certaines des causes fondamentales de la crise qu'à réagir contre ses conséquences, ils font œuvre utile et profitable.

Encore faut-il que les responsabilités auxquelles certains aspirent soient totalement assumées. Un récent sondage IFOP nous révèle en effet combien la recherche des responsabilités **est encore le seul souci du petit nombre.** Il est vrai qu'on ne change pas en un instant des mentalités, des attitudes acquises depuis plus d'un siècle : réduire le travailleur à la simple

fonction de salarié, telle a été la volonté constante du capitalisme industriel depuis sa naissance. Capitalisme du petit nombre qui doit faire face une fois de plus à une crise aussi bien de ses structures que du choc des événements récents, et qui ne peut surmonter la situation qu'avec l'aide des travailleurs, une fois de plus.

Mais aujourd'hui les travailleurs semblent de moins en moins enclins à se vendre pour un salaire. Lip, Cerizay, Piron, apparaissent alors comme les premiers signes d'une **évolution irréversible.** Jalons indispensables pour une transformation durable de l'économie.

P. D'AYMERIES

comores :

un acte irresponsable

La consultation sur l'indépendance ou le maintien des Comores au sein de la République française était à peine achevée que déjà les commentaires les plus pessimistes paraissent dans la presse quotidienne métropolitaine.

ABANDONNER MAYOTTE ?

De fait jamais la politique de renoncement qui caractérise le gouvernement actuel ne pouvait trouver une meilleure illustration que dans cette « affaire » concernant le plus déshérité de nos territoires d'outre-mer. Il appartiendra aux historiens de découvrir les véritables mobiles d'une opération politique aussi absurde que criminelle : pour l'heure, nous ne pouvons qu'attendre le verdict final du Parlement qui doit, aux termes de la loi, se prononcer sur les résultats de la consultation dans un délai de six mois. Le sort des îles d'Anjouan, Mohéli et de la Grande Comore étant scellé d'avance, reste le « problème » posé par Mayotte. Les méthodes gestapistes d'Ahmed Abdallah (1) n'ont pu empêcher la majorité des Mahorais de voter pour le maintien de leur île dans la communauté nationale française. Mais, à Paris, leur voix sera-t-elle entendue ?

— Vous n'avez jamais envisagé que Mayotte puisse rester française, remarquait M. Champeix, président du groupe socialiste au Sénat, en s'adressant à Olivier Stirn lors du débat qui s'est déroulé à ce sujet il y a quelques semaines. On voit mal quel élément nouveau provoquerait un revirement quelconque chez celui qui a si bien orchestré une mascarade aussi sinistre.

A moins que les troubles qui agitent la petite île de l'océan Indien ne prennent de l'ampleur et parviennent à ébranler la tranquillité indifférente des parlementaires français ? Lors de notre entretien avec Marcel Henry et Adrien Giraud (2), ce dernier nous avait confié qu'en aucun cas nos compatriotes Mahorais n'accepteraient une annexion de la part de Moroni sans résister de toutes leurs forces. Si donc les parlementaires métropolitains se refusaient à tirer les conclusions logiques du scrutin détaillé du 22 décembre, il y a tout lieu de croire qu'ils provoqueraient, par leur propre irresponsabilité, une crise susceptible de conduire à un conflit style Biafra.

LES NOUVEAUX SULTANS

Formellement indépendantes, quel pourra être l'avenir des îles septentrionales ? Tant sur

le plan politique qu'économique la situation est des plus tendues. Sans compter « l'épine » mahoraise, Ahmed Abdallah doit affronter une opposition impatiente et maintenir un semblant de cohésion entre trois îles déchirées par des luttes d'influence dont les origines remontent à plusieurs siècles. Lui sera-t-il seulement permis d'ébaucher le moindre projet politique durable alors que *les ressources locales sont totalement insuffisantes* pour assurer la survie d'une population contrainte à s'expatrier ? Comment peut-on parler d'indépendance alors que le déficit de la balance des paiements du territoire est passé de l'indice 100 à l'indice 600 en l'espace de dix ans ? La seule issue possible est la recherche d'une « protection » extérieure nouvelle.

Nul doute que la situation privilégiée de l'archipel favorisera l'arrivée intéressée de divers concurrents qui se disputeront la place abandonnée par la France. Mais était-ce bien cela que désiraient ceux qui se sont prononcés pour une souveraineté fictive ? Si Ahmed Abdallah, principal importateur de riz du territoire, est *l'un des dix hommes les plus riches de tout l'océan Indien*, la population dont il a voulu avoir la charge vient de connaître un début de *famine* enrayé fort à propos la veille du scrutin par le débarquement de plus de quatre mille tonnes de céréales en provenance d'Extrême-Orient...

LEGITIME DEFENSE

Ainsi, en facilitant un processus qui devait fatalement conduire à l'impasse actuelle, les parlementaires français se rendront-ils jamais compte qu'ils risquent de devenir les complices d'une manœuvre politique des plus rétrogrades quant à ses effets malgré le halo de pseudo-légalité qui l'entoure ? A peine sorties du Moyen Age, voici que les trois îles sont destinées à retomber sous la coupe de « *nouveaux sultans* » et que la quatrième doit lutter par tous les moyens pour faire reconnaître ses droits les plus élémentaires. En trompant les uns et en trahissant les autres le gouvernement a donné l'image la plus vile du régime qu'il incarne. Et, une fois de plus, il place ceux qui le combattent en état de légitime défense.

J.-A. MOURGUE

(1) Président du gouvernement territorial des Comores.
(2) Respectivement député de Mayotte et délégué du Mouvement Mahorais. Voir « NAF » n° 173 et 174.

pour la lucidité

Lorsque le numéro d'un hebdomadaire « tombe » le 31 décembre, comment ne pas consacrer son éditorial à formuler des vœux pour l'année nouvelle ? Les nôtres vont d'abord au **Prince**. Qu'il règne, non pour nous mais pour la France, puisque rien ne se fera sans lui : ni l'unité et l'indépendance de la nation, ni la libération de l'Etat et de la société des castes et des classes qui l'asservissent.

C'est dire, d'un même trait, quels vœux nous formulons pour notre pays : ils sont de **liberté** et de **dignité**, pour la communauté nationale comme pour les groupes et les hommes qui la composent. Mais alors comment, en ces jours de fête, ne pas penser avec tristesse à ceux qui sont morts la semaine dernière à Liévin... Les mineurs constituaient déjà, dans l'ancienne monarchie, une véritable aristocratie du travail dont les privilèges égalaient les services rendus et les sacrifices consentis. Ils conservent aujourd'hui — comme toute la classe ouvrière — la même fierté de leur dur métier, mais semblent à ce point méprisés qu'on leur envoie la police, comme il n'y a guère, au moindre mouvement revendicatif. C'est sans doute ce qu'on appelle un signe des temps.

LES REPROUVES

Il y a d'autres signes bien sûr, en France et ailleurs, qui témoignent de l'**injustice** et de l'**oppression** dans un monde soumis aux dictatures idéologiques, économiques ou simplement policières. Il y a les enfants du Bangladesh qui meurent de faim ; il y a les corps disloqués des Chiliens qui pourrissent dans les prisons et les intellectuels russes internés dans les camps. Il y a les Palestiniens privés de leur terre et les Israéliens victimes, eux aussi, de la politique follement impérialiste de l'Etat hébreu... Juifs et Arabes, Russes et Chiliens placés dans le même camp des réprouvés, avec les enfants du tiers-monde et les laissés-pour-compte de notre société d'abondance ? Cela ne choquera que les sectaires, experts à désigner les « vraies victimes » et les « salauds qui n'ont que ce qu'ils méritent » selon la cou-

leur du drapeau ou la forme de l'insigne.

Là est le piège, qu'il nous faut éviter. Et s'il faut formuler des souhaits pour notre Nouvelle Action Française, c'est de ne pas tomber dans certains « ismes » destructeurs de l'esprit.

Il s'agit d'abord, pour nous autres royalistes, de cet **ultracisme** que nous tentons de détruire en nous une fois pour toutes, avant même que la monarchie soit restaurée : ne retournons pas dans le camp des émigrés de l'intérieur et ne recommençons pas à juger le Prince au nom de la « Doctrine » comme les ultras de 1814 qui tuèrent la monarchie restaurée plus sûrement que tous les républicains coalisés. Et ne faisons pas de notre mouvement une fin en soi, oublieux de l'objectif pour nous satisfaire de notre propre perpétuation.

Mais le péril se nomme aussi fanatisme, sectarisme, dogmatisme, qui menace tous les mouvements politiques et toutes les familles intellectuelles. Ces « ismes » négateurs et tentateurs, nous les connaissons bien pour les côtoyer chaque jour. Ils se parent des oripeaux de la vérité, et présentent l'immense attrait de la **facilité**. Ils traduisent une religiosité dévoyée, ou un orgueil démesuré. Ils emprisonnent dans une **logique devenue folle** et conduisent tout droit à la pratique de l'emprisonnement massif et de l'exécution sommaire. On a vu cela en Espagne, dans un camp comme dans l'autre. On l'a vu chez les colonels grecs, et aujourd'hui chez les généraux chiliens. Comme chez les bolcheviks, comme chez les gardes rouges. C'est la logique infernale du totalitarisme qui menace la droite comme la gauche, les chrétiens comme les mécréants : les prêtres bénisseurs des fusillades de la Phalange n'ont rien à envier aux commissaires politiques de Trotsky. Or les uns et les autres existent, virtuellement, dans notre propre pays. Gardons-nous de ressembler aux uns ou aux autres, malgré l'attrait des schémas réducteurs et des religions séculières, et malgré la tranquillité intellectuelle qu'apporte l'adhésion aveugle à une idéologie.

TROIS SOUCIS

Serait-ce un plaidoyer pour le « libéralisme » ? Il ne s'agit en fait que d'une volonté de **lucidité**. Conservons-la dans la critique des systèmes Giscard et Mitterrand, en sachant reconnaître le positif que l'un ou l'autre peuvent recéler. Conservons-la dans la dénonciation des méfaits de l'impérialisme, qui ne doit pas devenir un discours délirant ou l'exutoire haineux de quelque complexe mal assumé. Et sachons conserver cette même lucidité pour cette **Nouvelle Action Française** que nous tentons de développer, sans tomber dans l'unanimité béat et fallacieux dont nous avons autrefois souffert, ou au contraire dans la destruction systématique et le soupçon permanent qui ne nous ont malheureusement pas été épargnés.

Veiller à ce que le fanatisme ne détruise pas la lucidité est notre premier souci. Le second est que la fermeté de nos jugements ne conduise pas à un dogmatisme dont la famille maurrassienne a souffert autant que d'autres ces dernières années. Le troisième est que l'ouverture d'esprit à laquelle nous tenons par-dessus tout ne cède pas un jour la place à un quelconque sectarisme, qui nous renfermerait définitivement dans le petit monde clos, douillet, figé et incapable dont nous sommes sortis.

On dira peut-être qu'il ne s'agit que de bonnes intentions, tracées sur un papier qui souffre toujours tout. Mais, en plus de trois ans d'existence, la N.A.F. a, semble-t-il, rassemblé suffisamment de preuves pour qu'on cesse de nous tenter de mauvais procès. Et puis il y aura, dans trois semaines, nos **journées royalistes** qui manifesteront aux yeux de tous notre esprit d'ouverture et la fermeté de notre projet politique. Notre vœu le plus immédiat est qu'elles réussissent, par le nombre de militants et d'amis de tous bords qu'elles rassembleront comme par l'esprit dont elles témoigneront. A nous de faire en sorte qu'il soit exaucé.

Bertrand RENOUVIN

nouvel an 1975

gérard leclerc

UN AUTRE MAURRAS

PRIX 30^{fr}

B. Renouvin

LUTTER/STOCK 2

le désordre ÉTABLI

PRIX 28^{fr}

bertrand renouvin

le projet royaliste

PRIX 18^{fr}

OFFRE SPECIALE POUR LE NOUVEL AN
(à renvoyer avant le 15 janvier 1975)
Ces trois livres (1) : 76 F franco de port
vous sont offerts à 65 F.
Commande à retourner à :
L'Institut de politique nationale
B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01
C.C.P. : La Source 33 537-41.

(1) Le livre de B. Renouvin « Le désordre établi » paraîtra le 10 janvier.

1975 : un t

A l'occasion de la nouvelle année et à un mois des « Journées royalistes » de Rueil, nous avons demandé à Yvan Aumont, directeur général de la N.A.F., et à Bertrand Renouvin de tirer le bilan du dernier trimestre et d'expliquer les perspectives de la N.A.F. cette année.

M. G.

Q. - A la session nationale des cadres en septembre 1974, la Nouvelle Action Française avait proposé à ses militants un certain nombre d'objectifs. Ces objectifs ont-ils été tenus ?

Yvan Aumont. Il n'est pas inutile de se reporter à ce que nous avons proposé avant de faire un bilan. Nous avons surtout évoqué trois sujets.

1 - La formation militante. Très insuffisante l'année passée, nous voulions remédier à cette « faille ». Ce que nous avons fait d'abord en multipliant les cercles et les sessions d'études, à Paris comme en province. Et surtout par les « mercredis de la N.A.F. » et leur corollaire : les « cahiers » de l'I.P.N. Les « mercredis » du premier trimestre — dont le programme de conférences hebdomadaires avait été étudié avec soin — ont connu un grand succès puisque l'assistance a doublé par rapport à l'année dernière. Quant aux « cahiers » de l'I.P.N. dont le but est de reprendre les meilleures conférences sous forme de « polycopié » pour les mettre à la disposition de tous ceux qui ne peuvent y assister, malgré quelque retard dû à la grève des postes, le premier numéro est sorti, reprenant des conférences de Gérard Leclerc et de Bertrand Renouvin.

2 - Des efforts en matière d'édition. Notons le lancement du livre de Gérard Leclerc « Un Autre Maurras », appuyé par des conférences surtout en province. Egalement la parution très prochaine d'un pamphlet de Bertrand Renouvin chez Stock, « Le Désordre établi ». C'est une date : la N.A.F. a ainsi accès pour la première fois à une maison d'édition du commerce et aux messages publicitaires destinés au grand public (presse ou émissions radio-télévisées). Ce sera l'occasion de mesurer l'impact de la campagne présidentielle et des idées de la N.A.F. Nous espérons sortir plusieurs livres cette année : soit par nos propres moyens (I.P.N. Diffusion) soit par des maisons d'édition.

3 - Le développement du mouvement militant. Bien qu'un effort ait été fait, nous sommes encore loin d'un état satisfaisant. Cependant on peut noter d'assez nombreuses conférences en province. Celles-ci marquent un temps fort dans la vie d'une section et ses activités de propagande et, de ce fait, leur nombre est un bon baromètre de la vie du mouvement. Notons, de plus, un certain nombre de campagnes menées par les militants de la région parisienne : — soutien et aide apportés aux harkis pendant leur grève de la faim — campagne d'affiches et de tracts contre les multinationales dont le point culminant fut un dîner-débat avec la participation de M. Cas-

sen, professeur et journaliste, spécialiste d'I.T.T. — riposte à l'agression dont fut victime Jacques Cherifi ; réponse faite avec astuce et rapidité, elle a réussi à transformer l'état d'esprit de nombreux lycéens — réaction immédiate de nos militants après les scandaleuses déclarations de Stehlin, jumelée avec à propos avec les articles de la N.A.F.-hebdo.

Enfin, nous avons annoncé pour décembre les « Journées royalistes ». Heureusement que nous n'avons pas trouvé de salle pour décembre : les grèves postales auraient pratiquement empêché toute préparation sérieuse ! Mais nous tenons notre promesse : le rassemblement aura lieu à Rueil les 25 et 26 janvier. Le mouvement réagit très bien. Les militants sont très sensibilisés à la perspective des deux « Journées royalistes ».

Q. - Que seront ces journées royalistes ?

Bertrand Renouvin. Il est bon de rappeler que ce n'est ni un congrès traditionnel avec des motions comme au Parti radical, ni une manifestation d'auto-satisfaction, ni un simple rassemblement de militants. Nous essayons de lancer quelque chose d'autre, un « nouveau style ». Qu'y aura-t-il ? Des **forums** — sur lesquels les militants réfléchissent depuis plusieurs mois déjà et dont nous parlons chaque semaine dans la N.A.F.-hebdo — **deux grands débats** entre des personnalités, royalistes ou non, qui vont s'affronter devant un public aussi large que possible, l'un le samedi sur le thème « a-t-on raison de se révolter ? » et l'autre le dimanche sur l'« indépendance nationale en question », et à la fin un « meeting » sans oublier la « fête nocturne » du samedi soir. L'essentiel du temps sera donc consacré en **rencontres-discussions** entre militants et sympathisants, mais aussi entre royalistes et non-royalistes. Toutes les familles sont invitées, des giscardiens à l'extrême-gauche. Tel est l'esprit dans lequel se déroulent les journées royalistes.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{re})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

rnant pour la naf

Q. - Beaucoup de gens séduits par la campagne présidentielle de Bertrand Renouvin ont été heurtés par notre position intransigeante au second tour : « ni l'un ni l'autre ». Certains ont manifesté leur désaccord. Six mois après, l'attitude de ces personnes est-elle toujours la même ?

Bertrand Renouvin. C'est lié à l'analyse que nous menons depuis six mois dans la N.A.F.-hebdo sur la **nature du giscardisme**. Entre les deux tours, et après l'élection et la nomination du Premier ministre, puis en juin, on nous a reproché une certaine **dureté de ton** contre Giscard d'Estaing. Nous aurions fait un procès d'intention au régime qui se mettait en place. Il fallait attendre, nous conseillait-on, le développement de son action politique pour pouvoir en juger.

Cette incompréhension s'explique. Le giscardisme a dérouté beaucoup de gens et pendant très longtemps. Jusqu'en octobre-novembre, souvenons-nous que certains hebdomadaires de gauche — farouches partisans de Mitterrand — considéraient avec une **« surprise intéressée »** l'action de Giscard d'Estaing. Les Français, et une partie de la classe politique, a **vécu sous le charme** et a pris au sérieux le spectacle giscardien. Tout se dégrade depuis quelques semaines. La nature profonde du giscardisme se dévoile peu à peu.

Alors beaucoup de sympathisants s'aperçoivent que nous avions raison de critiquer tout de suite le giscardisme. C'est que nous ne travaillons pas « dans le brouillard » : certaines informations sur les dirigeants et leur conception de l'action politique nous inclinaient vers un jugement défavorable, sans oublier que Giscard d'Estaing n'est pas un nouveau venu puisqu'il était ministre des Finances depuis 1963 (sauf pendant une interruption). Vous annonçons ce que les événements venaient confirmer peu à peu : dès juin, le mouvement d'épuration — qui continue — dans la haute administration, ce qui signifiait que l'Etat passait entre les mains d'une véritable **caste**.

Un autre signe : la composition du gouvernement Chirac : la présence de Poniatowski et Chirac, dont il faut se méfier, la **remontée du clan euro-péo-atlantiste** qu'on croyait définitivement écarté du pouvoir en raison de ses idées antinationales et de son incompétence notoire. La courte apparition de Servan-Schreiber était déjà un signe de la **désinvolture** du pouvoir. Il n'était pas difficile de voir le mélange entre les **incapables** et le **petit clan giscardien**, les premiers servant de faire-valoir au second.

Et puis le problème de l'indépendance nationale se posait dès le mois de juin. Point n'était besoin d'attendre la réunion des Antilles pour voir que le régime prenait un tournant dangereux. Nous avons — quasi seuls — dénoncé en juin la signature de la **« charte atlantique »** alors que la presse n'attachait que peu d'importance à cet acte. Dans cette charte repose toute la philosophie de Chirac-Giscard en matière de relations internationales : retour à une politique de blocs, soumission — en y mettant les formes bien sûr — à l'impé-

rialisme américain. On a eu raison de dénoncer tout de suite ce texte.

Enfin restait de manière aiguë tout le problème de société : l'emploi, l'économie en général. Après les vacances, Giscard le « spécialiste » n'arrivait pas à maîtriser la crise inflationniste : la politique de Fourcade avait pour conséquence d'entraîner un chômage considérable.

Le bilan est négatif sur tous les plans : Etat, société, politique étrangère. Mais ce qui a le plus choqué les gens, c'est le débat sur l'**avortement**, la volonté absolue de Giscard et de son équipe de faire passer le projet de loi. Nombreux sont ceux qui n'ont pas admis cela, surtout parmi ses partisans au moment des élections, et l'événement ne sera pas sans conséquence. Le voile est en train de tomber. Les tares du système giscardien apparaissent au grand jour. Cela fait la « une » des journaux : non seulement la vie privée du Président, mais l'échec de sa politique économique, les ambiguïtés diplomatiques. Tout ceci fait effectivement réfléchir un certain nombre de gens qui nous avaient un peu hâtivement critiqués au mois de juin. Mais nous ne faisons pas ce bilan par autosatisfaction, mais pour envisager l'avenir.

Q. - Justement, que pouvons-nous faire dans les mois qui vont suivre ?

Bertrand Renouvin. Il va y avoir toute la campagne de publicité et la poursuite de la réflexion qui va s'exprimer pendant les journées royalistes. Puis, au premier plan de nos préoccupations, va se poser le problème de l'indépendance nationale. Question grave et complexe, surtout dans le domaine économique. **La lutte sera dure avec un adversaire qui fait passer sa politique de renoncement pour une politique d'indépendance nationale.** Tout le spectacle giscardien cache ce qui se passe en réalité sur le plan international : la soumission de plus en plus nette à l'impérialisme américain. Notre tâche consiste à dénoncer les abandons, aussi bien dans le domaine des industries de pointe que dans celui de la Défense Nationale qui voit un retour vers les thèses et les structures de l'O.T.A.N. Il y a un **véritable processus de démission politique** malgré le spectacle qui entoure tout cela.

Q. - N'y a-t-il pas aussi le domaine de l'indépendance culturelle ?

Bertrand Renouvin. C'est un aspect extrêmement important. A la fois à étudier dans la N.A.F.-hebdo et pour l'action de tous les jours, au plan de la culture, du langage. L'impérialisme américain ne consiste pas seulement en bases militaires, mais c'est une langue qui se diffuse et qui remplace la langue nationale, c'est un type de culture importé de l'étranger (comme le montre bien le **Monde diplomatique** de décembre). Le phénomène va malheureusement s'accroître. Ce sera une lutte de tous les instants. La campagne sur l'indépendance nationale sera lancée au cours des journées royalistes.

Q. - Depuis sa fondation, la N.A.F. a toujours tenu à poser les problèmes en termes de société. En concentrant ses attaques sur un personnage et sa caste, en polarisant les militants sur le point précis de l'indépendance nationale, la N.A.F. ne va-t-elle pas perdre son originalité ?

Yvan Aumont. Je ne le crois pas. Si les circonstances politiques nous imposent de concentrer le tir beaucoup plus que nous l'avons fait ces dernières années, c'est qu'il y a des urgences : dévoiler la nature vraie du giscardisme, lutter contre la politique de renoncement. Nous n'en continuons pas moins à étudier la politique et même le politique en allant au fond des choses : cycle des « mercredis » de la N.A.F., sessions régulières, comme la session « philo » du mois de novembre, les cahiers de l'I.P.N., et puis les « Journées » elles-mêmes puisqu'en plus du forum sur l'indépendance nationale, il y a bien d'autres thèmes : la monarchie, la crise de l'Intelligence, l'enseignement, la société industrielle et l'avortement, le travail et l'entreprise, les pouvoirs régionaux et l'enracinement. **Nous ne délaissions aucun des domaines de la politique ni aucun de nos soucis des précédentes années.** Tout en cherchant à approfondir et à discuter avec le maximum de personnes, ayons le souci du combat actuel. La composition entre tables rondes, forums et meeting au cours des journées royalistes montre bien ce que nous voulons être : à la fois un centre de réflexion et un centre d'action politique débouchant sur des actions concrètes.

Q. - Comment situer ces « Journées royalistes » dans la vie de la N.A.F. ?

Yvan Aumont. C'est un moment-charnière qui vient dans la foulée de la campagne présidentielle — qui nous a permis, pour la première fois en trois ans, de toucher un public beaucoup plus vaste que celui atteint habituellement avec nos faibles moyens — et **comme point de lancement d'une campagne sur l'indépendance nationale** qui nous occupera pendant de nombreux mois. D'où l'importance de réussir ces « Journées royalistes » décidées au mois de septembre et le rôle de chaque militant dans leur préparation.

**D I F F U S E Z,
M A S S I V E M E N T
L A N A F - H E B D O**

**S P E C I A L E
« J O U R N E E S R O Y A L I S T E S »**

le long retour

● Un témoignage d'une grande dignité sur la vie des Juifs en Union Soviétique.

Pour ceux qui connaissent les vicissitudes du mouvement contestataire en Union Soviétique, c'est avec intérêt et une profonde sympathie que sera accueillie la sortie du livre d'Esther Markich, *le long retour*. Epouse de Peretz Markich, l'un des plus grands poètes de langue yiddish assassiné par Staline, Esther Markich reconstitue dans un récit de plus de trois cents pages ce que fut et ce qu'est la vie des juifs en Union Soviétique.

Mariée très jeune, Esther Markich sera très fortement influencée par Peretz Markich. « *Toute ma vie dérive de la sienne... Markich m'a créée, a formé mes idées et mes convictions, m'a intégrée dans la culture juive, au monde juif.* » Tout chez cet homme est étroitement lié à la culture juive, au peuple juif par un attachement qui « *n'avait rien de surfait, rien de névrotique ou d'affecté* », mais qui s'expliquait par le fait que c'est là que tout lui avait été donné : « *l'esprit, le sentiment, l'humour, l'honneur, la conscience de sa propre dignité, la faculté même de distinguer le bien du mal.* »

DE L'ESPERANCE...

Et c'est sans trahir cet amour, qu'il avait accueilli et célébré la venue du pouvoir soviétique « *en raison de la conviction inébranlable que ce pouvoir avait libéré son peuple, avait abattu les murs du ghetto* ». Finis, alors, les ghettos ? Finis, les pogroms ? Finies, les vexations ? Hélas, « *les pogroms ne tardèrent pas à commencer, immédiatement après les discours ronflants et tambourinants sur la liberté future, et la belle égalité entre les hommes dans une société nouvelle, encore jamais vue* ». Dès lors, recommencent les persécutions anti-juives magnifiquement orchestrées par le « Petit père des peuples » et qui se développèrent de façon progressive, sans oser affirmer leur caractère raciste. Car tout se faisait au nom du « patriotisme » contre le « cosmopolitisme », au nom du « socialisme » contre la « bourgeoisie juive », au nom de

« l'internationalisme prolétarien » contre la renaissance du « chauvinisme » et du « nationalisme juif ».

Pourtant, certains se refusaient encore à voir la réalité ? Ainsi, Peretz Markich dont la foi en ce pouvoir, en ce « clair avenir » et en Staline n'était « *ni détruite, ni même ébranlée* ». Sa femme reconnaît qu'il ne savait pas penser une situation politique jusqu'au bout, et en tirer les conséquences. « *Peut-être aussi ne le voulait-il pas ?* » « *Si je cesse de croire, — dit-il un jour — je ne pourrai plus écrire une ligne.* » Et il continua d'écrire. Cela lui valut d'être décoré de l'ordre de Lénine en 1939, ce qui acheva de lui conférer une dimension internationale. Pourtant, comme pour des milliers d'autres juifs, « *sa vie avait cessé d'être une vie et s'était transformée en survie* ».

... A LA DESILLUSION

Staline semblait dans l'antisémitisme. Pour ceux qui persistaient à nier cette évidence, la signature du pacte germano-soviétique fit l'effet d'une douche froide, « *d'un boulet transperçant la cuirasse de leur foi* ». C'est ainsi que la cécité politique des plus fidèles prit fin. Elle prit fin également chez Peretz Markich qui tombera lui-même victime du racisme institutionnel. Sa valeur d'homme, sa valeur d'écrivain suscitant des jalousies féroces chez les « juifs dressés », chez les écrivains achetés par le régime (tel Fefer qui cependant sera liquidé à son tour) accélèrent sa chute. « *Ses ennemis disaient qu'il était d'une beauté provocante, qu'il avait un talent provocant, qu'il créait une quantité provocante d'œuvres, qu'il était d'une richesse provocante* ». Mais bientôt, ses œuvres les uns après les autres sont refusées ; ses amis, les uns après les autres (« on a tué Mikhoels ») sont suicidés. Puis, un soir de janvier 49, la Gestapo soviétique vient chercher le poète juif pour un « entretien avec le ministre ». Il ne reviendra plus. Bien plus tard, sa famille apprendra qu'il fut fusillé le 22 août 1952, pour participation à un « complot sioniste » imaginé par le bourreau suprême. Dès lors, commence pour la famille de Markich le long itinéraire de souffrances, d'exactions au cours d'un exil inhumain durant lequel

Esther Markich sera amenée à comparer les situations parallèles de l'Union Soviétique et de l'Allemagne hitlérienne.

« LA LUTTE FINALE »

Six mois après l'assassinat du poète « le génial guide des peuples » meurt à son tour. Pour les juifs soviétiques, l'espoir renaît, concrétisé après plusieurs mois d'attente par un retour discret dans la capitale. « *Nous étions persuadés qu'on allait incessamment nous ramener à Moscou, avec des excuses, respect et honneurs. Mais cette illusion s'est rapidement dissipée.* »

De nouveau, à Moscou, les tracasseries reprennent après une courte période de « dégel » krouchtévien. Les juifs ne sont plus chez eux. Citoyens de seconde zone, ils auront avec la « guerre des six jours » la révélation que leur véritable patrie est ailleurs. Pour eux, le fait israélien existe : il y a des juifs libres ! Dès lors, le but est clair. Il faut partir. Les demandes massives d'émigration vers Israël donnent lieu à de nouvelles mesures coercitives : élimination des postes de responsabilité, puis licenciement pur et simple de n'importe quel emploi, pressions exercées par l'intermédiaire de collègues ou d'« amis ». Les uns réussissent à partir, les autres se voient refuser ce droit. Ainsi Esther Markich ira-t-elle jusqu'à manifester sur la voie publique, faire une grève de la faim (faits relatés à l'époque par la presse occidentale) avant que ce long retour soit couronné de succès.

Sans haine, ni désir de vengeance, insistant plus sur le soutien rencontré chez les uns que sur la lâcheté des autres (tel l'écrivain Erhenbourg dont la lâcheté se drape de la « toge de la bravoure »), Esther Markich apporte dans un texte d'une admirable dignité, son témoignage sur les drames et les épreuves imposés à l'intelligentsia et à la masse des juifs soviétiques.

Mais c'est aussi un autre témoignage que ce livre nous apporte : celui du courage et de la foi d'une femme, devant lesquels, selon les mots de Georges Bortoli, l'on ne peut que s'incliner.

Youri ALEXANDROV.

* Le long retour », Esther Markich (préface de Georges Bortoli). Chez Robert Laffont.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

préparation des forums

Le « forum » sur la région continue d'alimenter notre courrier des lecteurs. Une lectrice de Strasbourg réagit vivement à la thèse de Bernard Roemer sur « l'ambiguïté du combat régionaliste », thèse que nous pourrions résumer ainsi : devant le risque de récupération des aspirations régionalistes par la toute-puissante société industrielle, n'est-il pas vain de s'associer à une renaissance régionale ? Signalons qu'Arnaud Fabre a répondu à cette thèse ainsi qu'à la thèse inverse dans la **N.A.F.-hebdo** de la semaine dernière.

La N.A.F. nous a donné dans son n° 179 le cri d'amour pour son pays d'un Breton enraciné et le pamphlet désenchanté d'un déraciné.

L'un, de culture française puisque faisant partie de la noblesse, a appris le breton pour se sentir encore plus Breton parmi les Bretons. L'autre, vivant depuis de nombreuses années en Alsace, a été tenu à l'écart de la culture alsacienne probablement pour mieux marquer l'esprit de supériorité d'une famille bourgeoise façonnée par les idées du XIX^e siècle sur ces Alsaciens tenant à leur langue et à leurs traditions.

Privé des joies profondes de l'enracinement, Bernard Roemer va jusqu'à souhaiter le déracinement pour tous afin de ne plus se sentir différent au lieu où il vit.

Attention ! D'autres déracinés se sentent quand même enracinés. Ils sont partis aussi de leur lieu d'origine, quelquefois leurs parents avant eux, mais ils gardent au fond d'eux-mêmes la volonté farouche de ne pas se laisser arracher leurs racines ; ils sont partis, ils reviendront ; ils reviennent le plus souvent possible toucher la terre et, comme Antée, repartent animés d'une nouvelle force, d'une volonté renouvelée de refuser l'uniformisation.

Si les dialectes sont partout en voie de disparition, Dieu merci, il reste les accents, leurs descendants directs.

Coupés de leurs racines par les efforts de la III^e République et de ses successeurs, « *sentant nettement l'inexistence de leur héritage culturel* » certains veulent à tout prix retrouver des racines parce que *les racines sont indispensables à l'homme*. Et les voilà qui se jettent sur « *un particularisme de consommation* » pris comme « *phénomène sécurisant* ».

Bien sûr que ça sécurise, le folk. Bien sûr que ça répond à un besoin ! Est-ce que nos ancêtres n'étaient pas sécurisés (l'affreux mot) par leur culture ? N'est-ce rien que de se sentir complice entre gens du même pays, complices d'air connus et chantés par la communauté, complices d'expressions qui ne sont comprises que par ses membres ? A la limite il y a des chansons, des traditions, des tournures et des mots qui sont propres à une famille.

Le particularisme est un besoin tellement inné chez l'homme que toute sous-communauté se crée son jargon. Voir les jargons de métiers, propres à chaque corps de métier et entre autres (ceux-là vous les connaissez) celui des psychologues et des sociologues. Pourquoi

cette comparaison méprisante entre les festivals folk et les jeux du cirque ?

Bien entendu, et c'est bien malheureux, il y a un phénomène « mode » qui joue dans la renaissance de la musique populaire traditionnelle.

Partie d'un pur besoin d'enracinement et peut-être plus encore d'un sentiment qui s'apparente au sauvetage des monuments historiques, c'est bien visible et bien dommage qu'elle soit en passe d'être récupérée par les marchands. Cependant, doit-on raser le Parthénon sous prétexte qu'il est à présent soumis au tourisme de masse ? Doit-on se garder fermement de s'y rendre sous prétexte qu'on s'y trouvera en

compagnie de 90 % de touristes qui n'iront que parce que c'est la mode et n'y comprendront rien ?

Quand quelques milliers de personnes vibrent ensemble aux accents d'une musique, j'allais dire « raciale », n'est-ce pas un progrès par rapport à la médiocrité d'une variété internationale abêtissante, abrutissante et laide ? Doit-on rester « déraciné » sous prétexte que le plus grand nombre l'est ? Doit-on tout refuser de la civilisation actuelle, même lorsqu'elle offre (et malgré ses intentions mauvaises) quelque chose de positif ?

Ne voyez-vous pas qu'il faut sauver quelque chose qui ne peut être remplacé, quelque chose qui est indispensable à certains ?

Dans votre contestation totale, c'est donc un effondrement complet de tout, que vous souhaitez ? Pourquoi défendez-vous encore la famille envers et contre tout : suivant votre logique, elle devrait disparaître aussi.

Bourgeois standardisés, déracinés, gardez votre Beethoven et ses facilités, votre divin Mozart et ses préciosités et nous garderons, nous, dans notre cœur, nos oreilles, nos jambes, un biniou et une bombarde, une vielle et une cabrette et tous les vieux rythmes qui sont notre héritage.

l'indépendance nationale

Pourquoi un forum sur l'indépendance nationale ?

La question ne cesse de se poser puisque la nation française est soumise à des pressions variables en nature et en intensité. Ainsi sous la IV^e République, il ne faisait de doute pour personne que la France était passée sous la domination financière, militaire, culturelle et même politique des Etats-Unis. Nul n'ignore que la III^e République, de son côté, subissait largement, dans le domaine de la politique étrangère, l'influence de la Grande-Bretagne.

Après la grande querelle de la C.E.D. et l'accélération du processus de décolonisation, le problème parut s'estomper. La France vécut en effet pendant plusieurs années au milieu de certitudes quant à son indépendance militaire (constitution de la force de dissuasion) et quant à sa faculté de jouer un jeu diplomatique indépendant.

Après les équivoques du pompidolisme, la victoire de Giscard d'Estaing nous replace au cœur d'un débat qui mêle aujourd'hui tous les aspects de la souveraineté d'une nation. La signature de la nouvelle charte atlantique et la rencontre avec le président Ford posent le problème de notre indépendance économique et de nos rapports avec l'organisation militaire atlantique. Mais l'indépendance ne concerne pas simplement les rencontres internationales et la signature de traités diplomatiques. La radio, la télévision, les annonces publicitaires démontrent l'existence de plus en plus affir-

mée d'un impérialisme insidieux qui menace notre identité.

L'indépendance n'est cependant pas synonyme d'autarcie. De multiples liens unissent les économies nationales, et nul n'ignore la complexité des relations financières internationales. Le problème de l'énergie est là pour le prouver tandis que le Marché commun connaît une grave crise qui met en péril son unité.

De récents licenciements survenus dans des sociétés multinationales montrent que l'indépendance est aussi un problème social qui concerne de nombreux travailleurs de notre pays.

D'où les six aspects que nous retiendrons dans ce forum :

1^o la sécurité : indépendance militaire, problème des alliances, financement, technologie ;

2^o l'indépendance financière : problème monétaire international, balance des paiements, commerce extérieur ;

3^o l'indépendance économique : agricole, industrielle, énergétique, commerciale ;

4^o problème social : main-d'œuvre, qualification, immigration, rémunération ;

5^o l'indépendance culturelle : les « médias », l'enseignement, le modèle culturel ;

6^o l'indépendance politique, qui est le couronnement en même temps que la condition indispensable de la liberté pour la nation.

P. O.

le mouvement royaliste royaliste

SECTION DU 15^e CLAMART - ISSY - VANVES

Tous les vendredis soirs à 21 heures au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (Métro Convention), réunion de préparation aux Journées royalistes sur le thème de « l'indépendance nationale aujourd'hui ». Toutes les personnes intéressées par ce sujet sont invitées à venir. Les vignettes sont également en vente à la permanence.

REGION PARISIENNE

Dimanche 5 janvier, de 14 h 30 à 22 heures, **permanence pour coordonner la propagande des « Journées Royalistes »**.

A 18 heures Fête des Rois - Buffet. Cette permanence se tiendra 7, rue Blomet, 75015 Paris (Métro Pasteur ou Sèvres-Lecourbe).

COMMUNIQUE

Le n° 9 de la **Gazette du Val-de-Loire** est paru. Au sommaire : « Jean Royer : l'équivoque », « Tours contre la Touraine », « Plaidoyer pour René Fournier ». La Gazette du Val-de-Loire : abonnement annuel 20 F. B.P. 49, Rives-du-Cher 37004 Tours Cédex. C.C.P. La Source 1622 73.

visages du capitalisme français

● Loin d'être homogène, le capitalisme français révèle des affrontements complexes qui impliquent profondément le pouvoir politique.

Dénonciation des « deux cents familles », imprécations contre la « haute finance internationale » et les « trusts », les expressions plus ou moins imaginées ne manquent pas pour mettre en accusation le système capitaliste. Pour les avoir trop entendues, on finit par se satisfaire des formules incantatoires qui ne disent rien de la nature des phénomènes dénoncés — quand elles ne révèlent pas, par exemple chez les anticapitalistes d'extrême-droite, un inquiétant délire logique à base antisémite. Puis, avec les thèses sur la « révolution manageriale » (sic) et la « technostructure », tout ce fatras idéo-mythologique sembla passer de mode.

POUVOIR ET ECONOMIE

Pour certains économistes américains, tels Adolphe A. Berle et John K. Galbraith (1), la réalité du pouvoir était en train de passer des capitaines d'industrie, des actionnaires et des banquiers aux directeurs des entreprises en raison des compétences techniques et des capacités organisatrices de ces derniers. Séduisant, et dans une large mesure applicable aux entreprises américaines, ce schéma fut abusivement plaqué sur d'autres entités économiques sans prendre la peine de procéder à l'indispensable collecte d'informations. Aussi, le premier avantage du livre de François Morin (2) est-il de réunir et d'analyser clairement une masse de faits qui permet de mieux connaître les véritables centres de décision du capitalisme français et les mouvements profonds qui l'animent depuis plusieurs années.

Cette étude de la structure financière et de son évolution décevra les amateurs de slogans et de schémas simples ou de formules magiques, étoffées ou de non de termes scientifiques. Car le capital financier (c'est-à-dire un capital possédé par des groupes qui le dirigent vers des opérations de participation) n'est pas homogène. Il est étranger aussi bien qu'étatique, familial aussi bien que technocratique. Mais dans quelles proportions, et avec quelles perspectives ?

STRUCTURE DU CAPITAL FINANCIER

Les choses se compliquent encore quand on procède à la nécessaire distinction entre l'industrie et la banque. Car le poids des différentes formes de contrôle est variable dans ces deux domaines. Et ce qui frappe, en matière industrielle, c'est l'influence d'un capitalisme familial trop négligé, méprisé ou décrié, à tort ou à raison. Les grandes familles existent donc toujours, contrôlant des secteurs importants de l'activité économique : ainsi Michelin pour les pneumatiques, ou la famille de Wendel pour la sidérurgie. Ce qui n'empêche pas ce type de capitalisme de connaître des échecs, comme en témoignent les récentes mésaventures de la famille Lesieur. Par contre, le contrôle technocratique et industriel paraît

encore peu développé, même s'il concerne des entreprises de grande dimension (Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Compagnie Générale d'Electricité) et joue un rôle international important.

La situation est différente dans le domaine bancaire où l'on assiste au déclin relatif de la haute banque traditionnelle au profit des banques nationalisées (contrôle étatique) et des grandes compagnies financières. Car la haute banque qui nourrit la mythologie d'extrême-droite n'existe pas seulement dans quelques esprits romantiques ou égarés. Mais Rothschild ou Lazard, ou Worms, banques d'affaires traditionnelles sous contrôle familial seraient bien incapables de diriger en sous-main les affaires du monde.

Depuis les décrets de 1966 et 1967 qui ont effacé les différences très nettes entre les banques d'affaires et les banques de dépôts, on assiste au démantèlement des premières : quinze d'entre elles ont disparu en six ans, se transformant en banques de dépôts (Rothschild) ou se résignant à la fusion ou à l'absorption (Neuflize-Schlumberger-Mallet passée en 1973 sous le contrôle de La Paternelle). Ce qui n'empêche pas les banques d'affaires classiques de jouer un rôle encore important en matière de centralisation du capital.

Cependant, conclut François Morin « non seulement au cours de son existence la haute banque a perdu sa position dominante dans les opérations de centralisation du capital, mais ses alliances répétées avec le technocratisme bancaire l'ont amenée tendanciellement à subir toujours davantage l'influence, voire le contrôle, des vastes constellations bancaires qui le composent ».

LES GRANDES COMPAGNIES

Le « technocratisme bancaire » ? Il s'agit de compagnies financières privées dont la direction est assurée par des technocrates venant pour la plupart du secteur public. Ces compagnies sont la Compagnie Financière de Suez et la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (Paribas), l'une et l'autre très anciennes. Ces deux géants se livrent aujourd'hui à une lutte sans merci dans tous les domaines de l'activité économique, mais plus particulièrement dans le domaine bancaire, où ils jouent un rôle considérable, que ce soit sous forme de participation, de contrôle, ou d'alliance nouées avec d'autres groupes ou avec le secteur étatique. Là réside sans doute l'élément majeur des transformations qui affectent depuis quelques années le capitalisme français.

Quelles transformations ? Une pénétration accrue du capital étranger et aussi le recul des groupes familiaux au profit du capitalisme bancaire : la fusion BSN-Gervais-Danone se fait sous l'égide de Paribas, tandis que Suez prend des participations dans Beghin-Say, Agache-Willot et Bouygues. Mais surtout un processus de centralisation financière du capital bancaire, marqué par l'affrontement entre Suez et

Paribas pour le contrôle du Crédit Industriel et Commercial (qui tourne finalement à l'avantage de Suez), et par l'affaire de la Banque de l'Indochine où, là encore, c'est Suez qui emporte le morceau. Remarquable ascension d'un groupe qui se taille la part du lion dans la banque privée (Suez est également alliée à Vernes et à Rothschild), sans oublier ses liens avec Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et par là même avec Wendel-Sidelor et Rhône-Poulenc, Marine-Firminy, Air Liquide et CGE. De son côté, Paribas s'est affirmée dans la sidérurgie et dans le secteur des ciments, tout en conservant des atouts dans la banque (Crédit du Nord, Banque de l'Union Parisienne) sans oublier son contrôle relatif de Hachette, ses alliances avec Pechiney, Worms ou Lazard...

LE TERRAIN POLITIQUE

Dans cette lutte feutrée et impitoyable, nul ne sait encore qui l'emportera. Manœuvres savantes et coups fourrés (comme celui qui vise Saint-Gobain), alliances et absorptions compteront beaucoup dans cette course à la puissance. Mais aussi la nature du pouvoir politique qui peut avantager telle ou telle forme de capitalisme. C'est ce que suggère François Morin dans une conclusion trop brève. Pour lui, la politique industrielle moderniste de l'après-mai 1968 (V^e et VI^e Plan) avec ses répercussions sur le plan social (« Nouvelle société » de Chaban-Delmas) provoqua l'opposition de la fraction traditionnelle du capital bancaire, et dans une certaine mesure du capital industriel. Dès lors, la fraction technocratique à base traditionnelle du capital monopoliste bancaire (groupe Suez et ses alliés) allait fournir le creuset d'une opposition qui se manifesta sur deux plans : domination du secteur bancaire privé, et sur le terrain politique, démission du gouvernement Chaban-Delmas. « Il ne restait alors — conclut François Morin — qu'à affaiblir un peu plus les positions de l'adversaire en brisant par étapes l'alliance de Paribas avec le secteur financier public — procédé qui est apparu très clairement au début de l'année 1974 — pour être assuré de la conquête du pouvoir politique. Les élections de mai 1974 consacreront ainsi, et pour la première fois en France, l'hégémonie politique au sein du bloc au pouvoir, du capital monopoliste bancaire dans sa fraction traditionnelle, technocratique et libérale ».

L'auteur n'en dit pas plus, nous laissant sur notre faim. Mais c'est peut-être déjà suffisant pour nous faire réfléchir au rapport entre le pouvoir politique et certains groupes financiers, et mieux comprendre la véritable nature du système politique giscardien.

B. LA RICHARDAIS

(1) Galbraith : Le Nouvel Etat Industriel. Gallimard, 1968.
(2) François Morin : La structure financière du capitalisme français. Calmann-Lévy, 1974.